

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°84 – mardi 02 novembre 1999.

VERS LE 27 NOVEMBRE ! (3)

Dans ce numéro

Vers le 27 novembre

Les choses se précisent. Les actions se préparent. Voici un petit compte rendu des différentes manifestations en gestation. Bien entendu si tous les Groupes locaux sont invités à coordonner et à organiser en collaboration avec les associations, organisations, partis politiques et syndicats qui appellent à la manifestation du 27 novembre, vous, par votre aide ponctuelle ou plus continue, pouvez participer à la mise sur pied de ces manifestations. N hésitez pas à prendre contact avec un groupe local près de votre domicile. Il s agit tout simplement de se réapproprier ensemble l avenir de notre monde.

ANGOULEME & CHARENTE
Jeudi 4 novembre, 20h30, Maison des Peuples et de la Paix, Angoulême. Nouvelle réunion de coordination avec nos partenaires de Charente: pour un moratoire sur les négociations de Seattle et pour une journée d'action le 27 novembre. Toute association, syndicat, parti qui souhaite se joindre à ce collectif est bienvenu(e).
Pour plus d informations : attac16@attac.org

MARSEILLE & COTE D AZUR
Une journée de sensibilisation le jeudi 11 novembre est d ores et déjà prévue devant compléter d autres actions ponctuelles de coordination et d informations et préparant la manifestation du 27 novembre organisée à Marseille.
Journée d'animations et de débats sur le Cours Julien avec la participation de la Confédération Paysanne, des associations et mouvements politiques (stands, dégustation). Le midi un barbecue est prévu pour ceux qui penseront à apporter leurs grillades. 5 tables rondes auront lieu sur l'impact des négociations de Seattle :
- Agriculture (avec la Conféfération paysanne)
- Droit d'auteur, propriété intellectuelle et copyright (avec le journal Taktik et des éditeurs)
- Education et formation (avec la FSU)
- Services publics (avec des syndicalistes de la Poste et des Finances)
- Telecom et Internet (avec des syndicalistes de France Telecom et Alcatel)
- La librairie Païdos se joint à l'événement en organisant une table ronde sur le thème : Syndicalisme et mondialisation.
La journée se clôturera avec l'avant-première (à 20h15 au cinéma Les Variétés - Canebière) du film "The Big One" de Michael Moore auteur en 1989 du savoureux "Roger et Moi" relatif à la fermeture des usines de General Motors dans le Michigan. Aujourd'hui, c'est à l'ensemble du patronat américain que s'attaque The Big One.
Pour plus d informations : marseille@attac.org

NANTES & PAYS DE LOIRE
Une réunion des adhérents d ATTAC est prévue à Nantes le 2 novembre pour mettre au point le calendrier d actions. Dans les quinze jours précédents la manifestation de nombreuses initiatives de coordination et de sensibilisation sont prévues.
Animations ponctuelles sur des lieux publics du centre ville, genre places Commerce, Graslin, Royale, Bouffay,... de 14h à 15h. Rassemblement en un lieu unique, départ de la manifestation (non encore validé). La manifestation se déroulera de 15h-15h30 à 17h00.
Plus d informations : nantes@attac.org

PARIS & ILE DE FRANCE



attac

Le parcours envisagé partirait de la Bourse en début d'après midi le samedi 27 novembre et arriverait à Bastille. De nombreuses opérations de tractages sont prévues pour informer les personnes et les sensibiliser à notre action : voir avec un Groupe local près de chez vous, il y en a une trentaine en région parisienne et à Paris.
Une réunion de coordination de tous les représentants des Groupes locaux d'Ile de France ainsi que des représentants des autres organisations est prévue pour la deuxième semaine de novembre.
Le groupe « étudiants » de l'université de Nanterre Paris X se propose de faire une réunion pour les étudiants le 3 novembre : rendez-vous dans le hall DD à 18h00. Pour les retardataires un numéro de téléphone : 06 60 02 32 33

Un groupe d'initiatives et d'actions Ile de France, regroupant des individus, des représentants de Groupes locaux et d'autres organisations, est joignable à l'adresse suivante :
round-27novembre@attac.org

Bien entendu ces informations ne rendent pas compte de tout ce qui peut se passer près de chez vous en France. Prenez contact avec un groupe local :
http://attac.org/annu/

Le Brésil prépare le Millennium Round

Extrait de l'article écrit par Clovis Rossi, le 27/10/99 dans "Folha de Sao Paulo" .

« Lausanne,

Les pays en voie de développement, Brésil inclus, craignent que l'agenda de la conférence ministérielle de l'OMC en novembre prochain à Seattle ne soit pris en otage par les ONG.

Le chancelier brésilien Luiz Felipe Lampreia, lors du dîner réunissant à Lausanne les ministres des 25 pays autobaptisés "Amis du nouveau Round", a manifesté son inquiétude suite aux déclarations de Charlene Barshefsky, chef du commerce international nord américain. Charlene Barshefsky craint en effet que le volume des revendications et des protestations contre l'OMC ne devienne assourdissant et incontrôlable.Elle demande l'aide de tous les partenaires afin qu'ils adoptent une attitude flexible face aux revendications des ONG.

Pas moins de 750 organisations sociales sont inscrites à la conférence de Seattle. Les plus radicales veulent la suppression pure et simple de l'OMC. " L'OMC n'apporte rien, ni aux travailleurs, ni à l'environnement." Les ONG écologistes et syndicalistes revendiquent l'inclusion de normes garantissant la protection de l'environnement et des droits des travailleurs dans les règles commerciales . La plupart des ONG, dont des groupes de chefs d'entreprise nord-américains, demandent une totale transparence du fonctionnement de l'OMC.

Les pays en voie de développement, quasi sans exception, considèrent que l'idée de lier le commerce international à des critères de protection de l'environnement et des travailleurs, n'est qu'une nouvelle forme de protectionnisme déguisé. Le Brésil, déclare Lampréia, a signé les accords internationaux qui visent à protéger la couche d'ozone et empêcher le transport de substances toxiques.Mais il refuse la dite "clause sociale", qui ne sert en fait qu'à déguiser les intentions protectionnistes des pays riches.

Ce n'est pas l'avis de l'UE ni des EU qui demande à l'OMC d'être sensible "aux réalités politiques" de son pays. En effet, l'avalanche de protestations que les ONG préparent pour la conférence de Seattle risque bien de la faire capoter. Pascal Lamy, le Commissaire européen pour le commerce a rappelé que les éventuels accords de l'éventuelle conférence de Seattle, devraient en tout cas être ensuite ratifiés par les parlements de chaque pays membre de l'OMC. "Si nous n'incluons pas ces deux clauses, nous courons sérieusement le risque d'une non-ratification des accords par les parlements". »

Paradoxe: dans la plupart des pays en voie de développement il n'y a pas de protection sociale, pas d'indemnité en cas de chômage, des bas salaires, peu de protection de l'environnement (les industries polluantes ont été délocalisées des pays riches vers les pauvres) etc... Et pourtant la majorité de leurs représentants rejettent l'idée de lier le commerce international à des critères de protection de l'environnement et des travailleurs. On peut dès lors se demander QUI ils représentent ?

Au Brésil, l'opposition se bat depuis longtemps pour l'application de la réforme agraire, des subsides pour l'agriculture, une vraie politique agricole, la protection de l'environnement, l'augmentation des salaires (le salaire minimum est actuellement équivalent à 89 US$ par mois), la protection sociale. Qu'a fait le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso qui est au pouvoir depuis maintenant 5 ans ? Il a ouvert l'économie du pays d'une manière très précipitée et unilatérale. La vague des privatisations a littéralement dépossédé les citoyens de leur patrimoine : les plus grandes entreprises



nationales publiques (rentables) comme les réseaux de télécommunications, d'électricité, de fourniture d'eau potable, sans oublier le pétrole, la Vale do Rio Doce une des plus grandes entreprises de transformation de minerai du monde, les banques etc, etc...

L'excuse présentée par le gouvernement : les privatisations vont permettre de résoudre les problèmes du pays en matière sociale. Ce n'est qu'ainsi que le Brésil pourra atteindre le paradis promis par FH Cardoso: des écoles, des hôpitaux, des routes, des emplois etc... Rien de tout cela. Les impôts ne cessent d'augmenter, les prix aussi, la misère augmente, les dettes intérieure et extérieure ont quadruplé. Alors finalement, QUI vont-ils représenter à Seattle ces ministres des pays en voie de développement, ces "amis du nouveau Round" si ce n'est eux-mêmes et les intérêts de la classe dominante et de "l'élite"?

Greta van den Bempt greta@attac.org
Correspondante à Porto Alegre pour Le Grain de sable

OGM, le Forel vers l'action

Comme prévu la seconde partie du Forel OGM organisé par ATTAC, INF OGM et OGM DANGERS a débuté le 27 octobre. Une synthèse des discussions de la première partie est déjà en ligne : (Inscription possible sur cette page)
http://attac.org/fra/list/doc/forelogm.htm

Nous avons un petit mois pour dégager des éléments de nos premiers échanges, les points qui nous paraissent importants pour une stratégie pour l'action de résistance aux OGM. Le sujet n'est pas simple, car l'action est toujours coûteuse en énergie. Quelles sont les actions cohérentes avec l'angle d'attaque que nous avons dégagé au cours de cette première partie du Forel ? Quelles sont les actions les plus porteuses, mobilisatrices et efficaces ? Quelle économie donc de l'action, promouvoir ?

Sur le terrain on constate que des groupes d'activistes s'organisent et font parler d'eux de manière plus ou moins forte. L'exemple de la destruction des serres du CIRAD qui a déclenché une vaste polémique et qui a occupé une partie de la discussion citoyens/scientifique ; est l'exemple le plus médiatique ; mais d'autres actions de destruction de parcelles transgéniques, des actions de sensibilisation dans les grandes surfaces se multiplient. Il y a là une volonté de concrétiser pour la population cet objet des OGM qui reste largement un objet fantasmatique, où résonnent (plus que se raisonnent) les peurs alimentaires (élémentaires ? primaires ?). L'approche sécuritaire et sanitaire est souvent dominante à propos des OGM ; et cet axe ne doit sans doute pas être négligé dans nos interrogations tant la controverse scientifique nous laisse deviner que rien n'est vraiment clair de ce côté. Mais comment amener les gens à dépasser ce seul stade de préoccupation, pour prendre conscience des autres dimensions économiques et politiques du problème ? Quelles argumentations ? Quelles actions ? L'approche des négociations de l'OMC devrait nous amener à mettre tout cela en perspective.

Un des exemples de ce type d'action de sensibilisation et de dépassement des phobies alimentaires, c'est celle promu par le groupe ATTAC-OGM de Paris round-ogm@attac.org.

Mais d'autres actions peuvent se conjuguer à celles-ci, prenant appui sur ce rejet de la "mal-bouffe" et de ses causes économiques, comme la signature de pétition, dont bien sûr la pétition du Collectif Internet OGM Danger qui réclame un moratoire sur la production et la commercialisation des OGM, ainsi que le retrait de la directive européenne sur le brevetage du vivant.
http://www.multimania.com/ogm/transgenique/version3/petitions.htm Pour le moment cette pétition destinée au Parlement Européen et enregistrée au bureau des pétitions du Parlement, plafonne à 3000 signatures. Mais elle n'a guère fait l'objet d'une promotion active coordonnée en France. Quelques groupes isolés, la porte. Faut-il, peut-on lui donner plus d'audience ? Peut-on imaginer une première manifestation de remise de l'amorce de cette pétition dans les moments des négociations de Seattle ?

S'agissant de pétition il y a aussi le texte promu par Alain TARDIF de l'Appel à l'UNESCO pour l'interdiction du brevetage du vivant. Là aussi la pétition est en phase de lancement. Elle devrait pouvoir s'amplifier. Tout ceci demande un travail de coordination et de rassemblement des énergies.

Dans cette logique là, la perspective d'une rencontre des groupes locaux de résistance aux OGM qui s'activent en France, est en voie de concrétisation. Cette réunion devrait si tout se passe bien avoir lieu le samedi 20 novembre à Nantes avec l'aide du groupe OGM 44

Quelles actions connaissez-vous ? Quelles actions envisagez-vous ? Quelle stratégie ? Quelle plate-forme d'action ?



Thierry RAFFIN
Pour la coordination animation du Forel

Le Brésil privatisé

MON BRESIL ETRANGER
Le groupe CESP (Centrales électriques de Sao Paulo), qui comprend neuf usines hydroélectriques et contrôle la fourniture en électricité des régions les plus riches de l'intérieur de l'état de Sao Paulo, n'est plus brésilien. A 9 heures ce matin, le groupe nord-américain AES a acheté lors d'une vente aux enchères le groupe CESP grâce à un financement de dernière minute, concédé par l'état fédéral brésilien. Jusqu'à hier, le bruit courait que AES ne participerait pas à la vente, faute de moyens financiers parce que contrainte de concentrer ses investissement dans d'autres pays que le Brésil.

LES ETATS-UNIS S'ENERVENT
Lundi dernier, dans une note officielle, l'ambassade des Etats-Unis a fait savoir qu'elle craignait voir se développer une "ambiance hostile" aux investissements étrangers, suite à la décision judiciaire qui rendait à l'Etat du Minas Gerais la direction de la Compagnie énergétique de Minas Gerais*. Immédiatement le gouvernement brésilien se mobilisait pour prouver son bon comportement. Il s'engageait à financer jusqu'à 50% du prix minimum de la CESP. AES décida alors, en toute sécurité, de participer à la vente et ne déboursera finalement que 577 millions de R$, soit 300 millions de $US, un peu moins que ce que l'état brésilien rembourse en intérêts aux spéculateurs, tous les deux jours .

*NOTE : le Gouverneur de l'état de Minas Gerais, Itamar Franco, a dernièrement participé aux états généraux d'Attac à La Ciotat. Tout le monde connaît donc ses opinions et son refus d'accepter les privatisations massives décidées par le gouvernement fédéral et le Président FH Cardoso.

SAO PAULO SANS ENERGIE
Offrir de l'argent public, afin qu'un groupe étranger achète une entreprise stratégique et publique, n'est que le dernier soupir de l'absurde histoire de la privatisation de la CESP. Le plus grave c'est la privatisation elle-même et ses conséquences. Actuellement la fourniture en énergie de l'état de Sao Paulo est entièrement dans les mains d'un oligopole de méga-entreprises, dont la raison d'exister n'est pas le développement de l'état de SP mais bien la multiplication de ses bénéfices. Une des premières conséquences est la pression exercée pour assurer l'augmentation des prix. Quelques minutes après la vente aux enchères, le président de AES Brésil, Luiz Travesso, revendiquait déjà une augmentation de plus de 80% sur le prix du KW/Heure.

FAITES CE QUE JE NE FAIS PAS
Le cartel dont fait partie AES contrôlera également une bonne partie des réserves hydrauliques de l'état de SP, la navigation et les fournitures en eau. Maintenir le système hydroélectrique sous le contrôle public est tellement important que même aux Etats-Unis, pourtant ultra-privatisé, ce secteur reste sous le contrôle exclusif de l'état.

Mais le Département d'état américain peut compter sur la bonne conduite du gouvernement brésilien et de la presse qui ne voit dans l'information qu'un marché. Grâce aux financement des privatisations avec de l'argent public, grâce au démantèlement du patrimoine public, les Brésiliens paient pour être définitivement anesthésiés.

Traduction du Resenha da Internet ATTAC Sao Paulo saopaulo@attac.org
Greta van den Bempt greta@attac.org
Correspondante à Porto Alegre pour Le Grain de sable

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : PARIS 15 – NEVERS – PARIS 11
- Mercredi : ILE DE LA REUNION – LA CIOTAT – REIMS – SAO PAULO – RIO DE JANEIRO
- Jeudi : PARIS CENTRE – ANGOULEME
- Vendredi : BOURGES - TARBES